



Lucie Haubout et Gabrielle Bichat

En Côte d'Ivoire, 2/3 des ménages vivent en milieu rural. La Formation agricole et rurale peut jouer un véritable rôle de tremplin économique et social pour ces populations.

La FAR, composante clé et moteur d'une stratégie de développement rural

Comment les politiques publiques se saisissent-elles des enjeux de formation agricole en Afrique de l'Ouest ? Quelle articulation institutionnelle pour soutenir les dispositifs ? Au Bénin et en Côte d'Ivoire, il semble que les réformes amorcées jusque-là en matière de FAR ne soient pas opérationnelles. Éléments de réponses de Ismaïl Moumouni, Professeur d'agro-sociologie à l'Université de Parakou (Bénin) et membre de l'association Réseau FAR, et Michel Kissy, Secrétaire exécutif du Réseau FAR-Côte d'Ivoire.

Grain de sel: Quelle est aujourd'hui la place accordée à la FAR dans les politiques publiques de votre pays ?

Ismaïl Moumouni: Le Bénin accorde aujourd'hui une place centrale à la FAR et l'agriculture est bien sûr identifiée comme un des secteurs porteurs pour le développement du pays. L'enseignement technique et professionnel est une des priorités du gouvernement.

Au niveau du ministère de l'agriculture, les actions de la FAR s'inscrivent dans le cadre du plan stratégique de développement du secteur agricole (PSDSA), à travers une stratégie nationale du conseil agricole. Des projets et programmes sont développés selon une approche filière. Une logique territo-

riale s'est mise en place progressivement, à travers les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) qui assurent la coordination des actions de développement agricole dans les pôles de développement, avec des filières locomotives assignées à chaque pôle.

Mais la FAR s'inscrit surtout dans le cadre de la réforme de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP), dont le processus d'élaboration stratégique a débuté en 2018. Un cadre national de concertation pour la promotion de l'EFTP réunissant les acteurs institutionnels (représentants des ministères de l'agriculture, de l'enseignement supérieur, de l'EFTP, interprofessions, chambres d'agriculture, etc.) a été mis en place, avec une commission technique spécialisée sur l'agriculture.

Un programme national dédié à la FAR a été développé avec la participation du ministère de l'agriculture pour réformer l'enseignement technique agricole. C'est l'ADET (Agence de Développement de l'Enseignement Technique), une agence rattachée à la présidence, qui pilote et met en œuvre cette stratégie de l'EFTP. L'ADET chapeaute tout, du supérieur au secondaire. Trente lycées agricoles seront réhabilités et/ou construits et des référentiels de formation sont également en train d'être développés. L'Institut Universitaire d'Enseignement Professionnel des Métiers de l'Agriculture a ouvert ses portes l'an passé.

De façon globale, je dirais donc que ça évolue dans le bon sens. Le fait que la FAR soit au centre de l'attention est une bonne chose.

Michel Kissy: À mon avis, la question centrale est plutôt: quelle est aujourd'hui la place accordée aux territoires ruraux? Dans mon pays, la Côte d'Ivoire, plus de 2/3 des ménages vivent en milieu rural. Ces territoires regorgent d'un potentiel important en capital humain, nécessaire et indispensable à l'industrialisation. Il faut cependant en assurer la transformation en ressources humaines qualifiées, car d'une manière générale ce potentiel reste peu valorisé. Aujourd'hui, la FAR tarde à trouver une expérience significative pour prouver aux décideurs qu'elle peut impacter les processus de développement économique et de gouvernance en cours dans le monde rural. Or, au moment où l'éradication de la pauvreté, l'alimentation des populations, l'alphabétisation, etc. sont au cœur des problématiques à solutionner par les pouvoirs publics, les approches structurantes ne sont pas prioritaires vis-à-vis des méthodes d'interventions humanitaires à impact rapide! Aujourd'hui, la FAR n'est pas suffisamment connue des décideurs influents - ils ont des préoccupations d'ordre politique, et les problématiques que la FAR peut aider à solutionner sont confiées à des tutelles multiples, des institutions ayant mandat d'intervention de l'État. Ma conviction est que la FAR n'aura un rôle et une utilité que lorsqu'on aura développé une stratégie pour le milieu rural. La FAR serait alors un instrument approprié d'apprentissage, d'éducation professionnelle et d'éducation sociale et citoyenne des différents acteurs du monde rural. Mais aujourd'hui, la question de milieu rural n'est pas formulée, l'appréhender par le politique reste une difficulté.

GDS: Comment s'articule le portage institutionnel et financier de ces dispositifs?

IM: Comme je vous l'ai dit, au Bénin, c'est surtout l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) qui pilote les réformes. Les partenaires (AFD, GIZ, BAD, UNESCO...) accompagnent techniquement et financièrement ces réformes. Un centre universitaire d'enseignement professionnel vient également d'être créé, avec pour mission de mettre en place et de coordonner des instituts universitaires d'enseignement professionnel dans divers secteurs porteurs. Des institutions de référence assurent la formation des formateurs (École Nationale Supérieure de l'Enseignement Supérieur Technique), la formation des acteurs de l'ingénierie de formation (Institut National d'Ingénierie de Formation et de Renforcement des Capacités des Formateurs) ou encore la formation du personnel d'encadrement (Centre de Formation des Personnels d'En-

cadrement de l'Éducation nationale). En matière de certification, un dispositif de validation des acquis de l'expérience et un cadre national de certification, incluant la FAR, est en cours de mise en œuvre, avec l'appui de l'UNESCO. L'ADET mise principalement sur les formations formelles, à travers le déploiement des lycées agricoles. Selon moi, la FAR non formelle et informelle ne sont pas suffisamment prise en compte, même si un atelier régional sur le renforcement des systèmes d'apprentissage dans l'économie informelle en Afrique a eu lieu récemment. En vue d'éviter une hyper-formalisation de la FAR, la diversité des dispositifs doit être promue pour répondre à une diversité de demandes!

LA DIVERSITÉ
DES DISPOSITIFS DOIT
ÊTRE PROMUE
POUR RÉPONDRE À UNE
DIVERSITÉ DE DEMANDES

MK: En Côte d'Ivoire, la FAR est principalement portée par le Ministère de l'Agriculture. Des structures sous tutelle comme l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural ou des projets/programmes mobilisent des techniciens agricoles et agronomes dans le développement des filières. Il y a un organisme dédié à chaque niveau: pour la formation de techniciens dans l'enseignement supérieur, pour former les enseignants des écoles techniques, mais aussi un Programme National de formation aux Métiers Ruraux (PNMR) lancé depuis 2016. Ce dernier offre une réponse efficace aux lacunes du système, c'est un système de formation de masse adressé directement aux producteurs ruraux et aux communautés rurales (formation initiale aux différents métiers et appui à l'insertion économique). Des travaux sont en cours pour créer un cadre national sur la certification car les écoles privées ont des difficultés à faire valider leur cursus. En ce qui concerne le financement, ce sont aussi principalement les partenaires techniques et financiers qui interviennent, dans le cadre du contrat de désendettement ou de projets/programmes. Tous ces financements

s'inscrivent dans le cadre du Plan National du Développement 2021-2025. L'État quant à lui met à disposition son personnel technique.

GDS: Quels sont selon vous les leviers d'action les plus pertinents pour rénover institutionnellement la FAR?

IM: À mon sens, le premier levier serait déjà de s'appuyer davantage sur les institutions béninoises en charge des dispositifs FAR, pour conduire et accompagner cette réforme. Mettre ces acteurs au centre du processus tout en renforçant leurs capacités serait la garantie de la durabilité des acquis de la réforme.

Un autre levier serait de mieux associer les centres de formation non formels dans le cadre de la rénovation de la FAR. Je pense aux Maisons Familiales Rurales, aux centres de formation professionnelle agricoles, aux dispositifs des organisations paysannes, aux ONG, etc. Tous ces acteurs ont constitué au fil des années des expériences avérées dans la formation des jeunes et des producteurs. Leurs efforts méritent d'être reconnus, leurs capacités renforcées et leurs potentiels valorisés afin qu'ils jouent pleinement leur partition dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une offre diversifiée à la hauteur de la complexité des besoins en FAR.

Enfin, la mise en place d'un cadre national de certification et de validation des acquis en cours est un aspect important. Ce cadre de référence manque dans beaucoup de nos pays africains. Il permettra une classification, une intégration et une coordination des sous-systèmes nationaux de certification (collèges, lycées, facultés, universités, etc.). Cela améliorera la lisibilité, la comparabilité et la transparence des certifications. La validation des acquis offrira des possibilités d'intégration à ceux qui ont acquis des expériences pertinentes dans le cadre de la certification et qui pourront les valoriser sur le marché de l'emploi.

MK: La rénovation de la FAR passe d'abord par la définition d'une vision à court, moyen et long terme pour la transformation socio-économique des territoires ruraux. Il y a un plaidoyer à mener pour faire comprendre qu'investir dans le milieu rural en vaut la peine.

Face aux menaces d'une urbanisation rapide qui dévore les territoires ruraux, à ce désert d'offre de formations, de dispositifs d'apprentissage et d'éducation citoyenne, seule l'élaboration d'une Stra-

tégie Nationale de Développement Rural (SNADER) pourrait permettre de répondre à la question capitale: que veut faire la Côte d'Ivoire de son monde rural? Et plus largement que veut faire l'Afrique de son milieu rural? Quel modèle de citoyen rural voulons-nous? Quel modèle pour les économies rurales? Quel modèle d'éducation?

Cette stratégie semble être le cadre idéal qui rassemble tous les acteurs, pour fédérer les savoirs et savoir-faire des hommes et des femmes de métiers, des institutions rurales, des professionnels de l'accompagnement, des institutionnels à mandat d'État, etc. Pour que tous ces acteurs en charge du développement des territoires ruraux sachent ce que l'autre fait, pour que chacun soit engagé dans un processus citoyen, et fasse ce qu'il a à faire avec la fraction de moyens qui lui ont été alloués.

Au niveau technique, on est prêts, mais pas encore au niveau politique. Il faut d'abord trouver le modèle sur les territoires ruraux.

GDS: *La stratégie nationale de FAR est-elle une démarche incontournable? Est-ce qu'elle fonctionne dans votre pays?*

IM: Oui, c'est la boussole. Pour autant, s'il n'y a pas d'appropriation et pas de moyens, la stratégie ne sera pas opérationnalisée et restera à l'état de document. Une SNFAR a été initiée en 2014 au Bénin,

IL Y A UN PLAIDOYER À MENER POUR FAIRE COMPRENDRE QU'INVESTIR DANS LE MILIEU RURAL EN VAUT LA PEINE

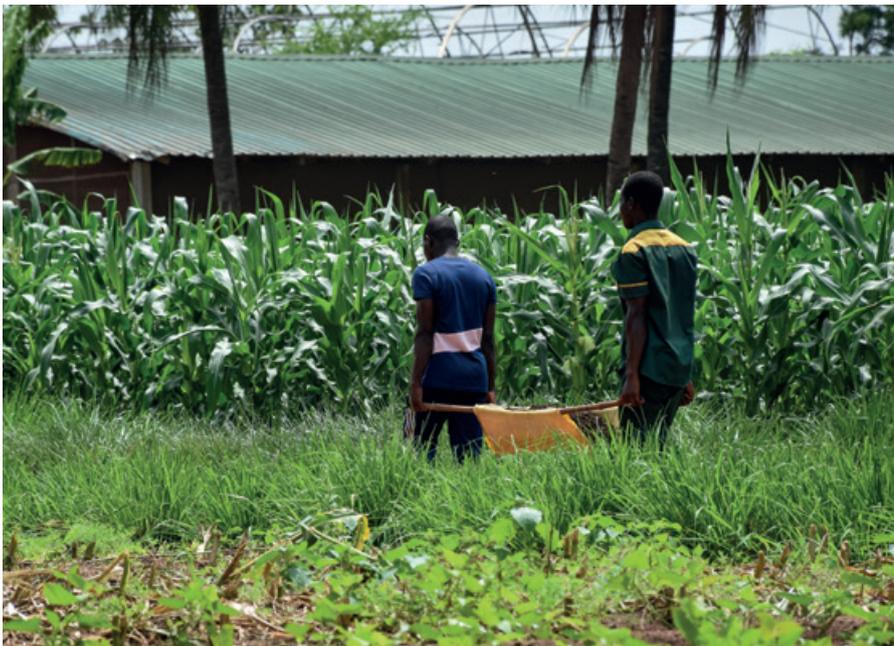
elle est aujourd'hui caduque. À mon niveau, je n'ai pas d'évidence que cette stratégie ait été mise en œuvre de façon opérationnelle. Cependant, l'initiative a contribué à alimenter le programme national de réforme de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle en vigueur aujourd'hui.

MK: La SNFAR est une démarche pertinente, utile pour une approche holistique des actions concertées, un outil indispensable pour le développement des territoires. Ceci étant, les démarches de l'ingénierie de formation agricole et rurale restent peu connues. De ce fait, elles ne sont pas associées aux travaux de conception des projets et programmes, et encore moins à leur mise en œuvre.

En Côte d'Ivoire, les débuts de ce qui aurait pu être une SNFAR, et son développement pour être dupliquée en Afrique, ont avorté: dans les années 1990, la Banque mondiale a financé le Projet national d'appui aux services agricoles. La composante "valorisation des ressources humaines du milieu rural" avait quasiment posé les bases d'un programme en ingénierie de formation rurale, avec la formation d'un groupe de formateurs et planificateurs initiés à ces démarches. La crise socio-militaro-politique de 1990-1995 a contraint la Banque Mondiale à suspendre le programme.

Mais comme je l'ai déjà dit, tant que l'on n'a pas un cadre plus large, ça ne fonctionnera pas. Il faut récupérer les outils et démarches de la SNFAR et l'appliquer au milieu rural. Un ancien que nous avons rencontré lors d'une étude d'opportunité d'un projet d'alphabetisation nous disait: "Si tu connais le médicament qui fait courir, il faut en donner au voisin avec qui tu manges. Sinon, quand le moment de courir viendra, tu seras obligé de l'attendre". Ici, le médicament c'est l'offre de formation de tous types aux ruraux. Sans cela, dans la quête du progrès social et économique, le monde rural sera un boulet à notre pied du fait des nombreux manques qui inhibent l'expression des génies des hommes et des femmes du monde rural, tant en Afrique de l'Ouest que dans les milieux ruraux en Côte d'Ivoire. ■

Propos recueillis par Marie Picard (Réseau FAR).



Les acteurs de la FAR s'accordent généralement sur la complémentarité des systèmes de formations formels et non formels. Les acteurs comme les organisations paysannes, les maisons familiales rurales ou bien les ONG ont une longue expérience de formation à valoriser.

Marie Picard

Ismail Moumouni



Professeur d'agro-sociologie à l'Université de Parakou (Bénin) et membre de l'association Réseau FAR

Michel Kissy



Secrétaire Exécutif du Réseau FAR-CI (Côte d'Ivoire)